

José Manuel Durão Barroso

Président de la Commission européenne

2010, Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Construire ensemble une société qui soit en accord avec nos valeurs

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

2010, Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Madrid, le 21 janvier 2009

Monsieur le Président,
Madame la Ministre,
Monsieur le Commissaire,
Monsieur le Président Gonzalez,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Avant toute chose, je souhaite remercier M. le Président Zapatero pour l'organisation de cet événement et pour son soutien enthousiaste en faveur de cette Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est un impératif politique majeur. C'est un pilier fondamental de toute politique de cohésion sociale et de développement durable. C'est aussi un cadre d'action qui présente une double dimension, à la fois interne et externe.

À l'intérieur de l'Union européenne, cette politique relève bien sûr principalement de la compétence des gouvernements nationaux.

Cependant, selon des chiffres récents, près de trois Européens sur quatre souhaitent que l'Union européenne joue un rôle plus actif dans la lutte contre la pauvreté.

La Commission s'est engagée dans ce combat. Nous nous en sommes donné les moyens ces dernières années, à savoir:

- un corpus législatif important, qui va de la protection contre les discriminations à la promotion de meilleures conditions de travail;
- des politiques de cohésion sociale et territoriale très efficaces, qui soutiennent des millions d'Européens chaque année;
- un dialogue social renforcé, qui associe plus activement les partenaires sociaux à la définition des normes sociales européennes;
- une stratégie pour la croissance et l'emploi, qui a contribué à une hausse sensible du niveau de vie dans l'Union ces dernières années et sur laquelle nous allons bâtir une nouvelle stratégie pour l'Europe à l'horizon 2020.

Aujourd'hui, le traité de Lisbonne ouvre un nouveau chapitre dans la vie politique de l'Union européenne. Il propose en effet des outils qui permettront de renforcer encore tout cet acquis.

Je pense notamment à la «clause sociale horizontale», qui érige la cohésion sociale en objectif commun de toutes nos politiques.

Je pense aussi à la Charte des droits fondamentaux, qui rassemble pour la première fois en seul et même texte les droits civils, politiques, économiques et sociaux de la personne. Ces droits doivent être effectifs pour tous.

Je pense enfin au droit d'initiative citoyenne, qui donnera aux Européens un instrument puissant pour faire entendre leurs préoccupations auprès des institutions européennes.

Nous disposons donc de bases solides sur le plan législatif. Au cours des prochains mois, nous mettrons aussi la dernière main à la nouvelle stratégie de croissance pour l'Union européenne «UE 2020».

La stratégie «UE 2020» poursuivra un objectif clair: promouvoir une économie sociale de marché plus verte, plus compétitive et plus intégratrice. Un de ses objectifs principaux sera la création d'emplois, pierre angulaire de toute stratégie de lutte contre la pauvreté. Nous redoutons que la reprise économique puisse ne pas aller de pair avec une reprise de l'emploi. Nous devons éviter par tous les moyens une reprise sans emploi.

Il est donc très important et très positif que, pour son mandat semestriel, la présidence espagnole du Conseil se soit fixé pour objectif prioritaire la reprise de l'économie et de l'emploi. Je suis bien conscient de l'engagement social du Président du gouvernement espagnol.

Il est de la plus haute importance de bien choisir le moment du retrait des mesures de crise adoptées en faveur du marché du travail. En tout cas, nous devons les réorienter vers un principe d'action plus durable, à savoir: donner aux citoyens les instruments nécessaires pour faire face aux défis du futur et pour sortir renforcés de la crise.

Un bon exemple est la combinaison d'emplois de courte durée et de formations qualifiantes tournées vers l'avenir. Nous pourrions ainsi aborder le problème de la fragmentation du marché du travail, ce qui profitera à la justice sociale.

Nous concentrerons nos efforts sur le chômage des jeunes et le chômage de longue durée, qui suscitent une profonde préoccupation. Nous devons éviter qu'un phénomène conjoncturel ne devienne structurel.

Cependant, pour influencer réellement sur la pauvreté et l'exclusion sociale, la stratégie «UE 2020» devra sortir du cadre des mesures classiques. Bien que l'emploi offre généralement la meilleure protection contre la pauvreté et l'exclusion, le simple fait d'avoir un emploi n'a pas permis à quelque 8 % des Européens d'échapper à la pauvreté.

Cette situation est clairement inadmissible. Le travail doit être un moyen de sortir de la pauvreté. Le moment est venu de dégager un nouveau consensus politique sur cette question en Europe.

Ce consensus politique doit englober les politiques d'«inclusion active», qui garantissent aux citoyens un revenu complémentaire minimum et l'accès à des services de qualité, par exemple en matière de garde d'enfants ou de logement, avec tous les éléments dont ils ont besoin pour pouvoir apporter leur contribution à la société.

Il va de soi que ceux pour qui le travail n'est pas une option réaliste doivent également bénéficier d'un revenu minimum adéquat, qui soit compatible avec une vie décente.

C'est pourquoi la stratégie «UE 2020» doit adopter une approche très ambitieuse, qui utilise, pour toucher le plus grand nombre possible de citoyens, les moyens les plus variés. L'objectif doit être une société qui ne laisse personne sur le côté de la route, une société qui pousse des politiques actives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, ce qui est un point central du modèle social européen.

Cette ambition exprime l'essence des valeurs européennes, dont la solidarité est la clé de voûte. Mais la lutte contre la pauvreté chez nous en Europe doit aller de pair avec la même politique au-delà de nos frontières. Ce sont les deux faces d'une même pièce.

En ce qui concerne la **dimension extérieure**, je voudrais dire quelques mots sur les objectifs du millénaire pour le développement.

Depuis l'adoption de ces objectifs, l'Union soutient les pays en développement dans leur stratégie de réduction de la pauvreté - accès à l'enseignement primaire, systèmes de santé, accès à l'eau potable, renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance.

L'Union européenne est d'ailleurs le premier contributeur mondial à l'effort d'aide publique au développement.

Mais la crise économique et financière mondiale est une réalité que nous ne pouvons ignorer. C'est un défi pour tous les pays. Elle peut entraîner un renversement de la tendance des dernières années et annuler les avancées qui avaient été enregistrées dans la réduction de la pauvreté. Sans oublier qu'au-delà de la crise, il faut aussi s'atteler à la difficile tâche de l'adaptation au changement climatique, qui représentera un effort supplémentaire.

C'est pourquoi l'Union donne l'exemple et fait son possible pour que la communauté internationale ne dévie pas de la route sur laquelle elle s'est engagée. C'est ce que l'Europe a plaidé avec constance aux différents sommets du G20.

Au moment où, dans l'Union, nous abordons un nouveau cycle politique et institutionnel, une chose est donc parfaitement claire: la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion, et la dimension sociale des politiques en général, seront nos préoccupations majeures pour les années à venir.

C'est seulement en faisant des choix de société axés sur l'avenir, ambitieux et conformes à leurs valeurs de solidarité, que les Européens sortiront plus forts de la crise.

L'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion est donc une occasion à saisir sans réserve pour l'Union.

Faisons de cette année européenne une année utile en combinant sensibilisation, engagement et action.

Commençons par écouter les personnes en situation de pauvreté et de précarité pour les faire participer vraiment à la définition des politiques qui les concernent.

Traduisons cette année européenne par un engagement renouvelé et par des actions concrètes.

Nous devons faire reculer le taux de risque de pauvreté d'ici à 2020 pour l'ensemble de la population, en particulier pour les enfants et les personnes âgées. Car les chiffres actuels sont intolérables.

Créons une dynamique pour mieux reconnaître le droit fondamental des personnes en situation de pauvreté à vivre dans la dignité. N'oublions jamais que ce droit est une valeur fondamentale de l'Europe.

Ajoutons une forte dimension sociale aux évaluations d'impact que la Commission mène avant de présenter ses politiques communautaires et ses propositions législatives.

Posons-nous les bonnes questions: les politiques de lutte contre la pauvreté disposent-elles dans tous les pays des ressources appropriées? Ces ressources sont-elles utilisées au mieux? Le niveau des dépenses consacrées à la protection sociale en pourcentage du PIB varie du simple au double selon les pays. Or, la crise a montré le rôle d'amortisseur du système de protection sociale. Notre stratégie «UE 2020» restera donc, à juste titre, attachée à l'économie sociale de marché, que l'Union entend bien préserver.

Enfin, faisons de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale l'année d'une mobilisation générale. On ne gagnera ce combat que si toute la société est à pied d'œuvre - les pouvoirs publics, les instances régionales, nationales et européennes, les associations, les entreprises, les syndicats, les partenaires sociaux, les médias, la société civile et les citoyens européens.

Mesdames et Messieurs,

Le principe de l'année européenne 2010 est né à la fois d'un besoin et d'un désir partagés par toute l'Europe de dire «non» à la honte de la pauvreté et de refuser la fatalité de l'exclusion.

Tous ensemble, dans une culture européenne de partenariat, nous pouvons changer les choses pour 79 millions d'Européens en difficulté dans notre continent. Je vous invite à vous engager et à devenir des acteurs à part entière de ce beau projet commun.

Une société plus solidaire et plus juste est une société meilleure pour tous et qui profite à tous.

Merci beaucoup.